

Les règlements électoraux concernant les forces canadiennes, établis par l'annexe III de la loi électorale du Canada, déterminent la procédure à suivre pour la prise des votes des électeurs de forces canadiennes ainsi que des anciens combattants qui reçoivent un traitement ou des soins d'entretien dans certaines institutions.

Sous-section 3.—Le pouvoir judiciaire

Pouvoir judiciaire fédéral

L'article 101 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique attribue au Parlement du Canada le pouvoir d'instituer, maintenir et organiser au besoin une cour générale d'appel pour le Canada ainsi que d'établir tout tribunal supplémentaire en vue d'améliorer l'application des lois. Le Parlement a institué la Cour suprême du Canada, la Cour de l'Échiquier et certains autres tribunaux.

Cour suprême du Canada.—La Cour, instituée d'abord en 1875 et régie maintenant par la loi sur la Cour suprême (S.R.C. 1952, chap. 259), se compose d'un juge en chef, appelé Juge en chef du Canada, et de huit juges puînés. Nommés par le gouverneur en conseil, les juges restent en fonction durant bonne conduite, mais peuvent être démis par le gouverneur général à la requête du Sénat et des Communes et cessent d'occuper leur charge à l'âge de 75 ans. La Cour siège à Ottawa et a juridiction générale d'appel partout au Canada en matière civile et criminelle. La Cour doit aussi étudier les questions qui lui sont déferées par le gouverneur en conseil et se prononcer sur celles-ci; elle peut aussi prêter conseil au Sénat et aux Communes sur les propositions de loi qui lui sont renvoyés en vertu d'une ordonnance du Sénat ou des Communes.

On peut en appeler de tout jugement définitif de la plus haute cour de dernier ressort d'une province dans toute cause où la somme ou la valeur de l'affaire en litige dépasse \$10,000. On peut y en appeler de tout autre jugement définitif avec la permission de la plus haute cour de dernier ressort de la province; si cette cour la refuse, la Cour suprême du Canada peut l'accorder. La Cour suprême du Canada peut accorder la permission d'en appeler de tout jugement, définitif ou non. Les appels en matière criminelle sont régis par le Code criminel. Les appels des jugements rendus par des cours fédérales sont régis par la loi constitutive de chacune de ces cours. Le jugement de la Cour suprême du Canada est définitif et sans appel.

14.—Juges de la Cour suprême du Canada, le 1^{er} janvier 1961

(Par ordre d'ancienneté)

Nom	Nomination
L'hon. PATRICK KERWIN, juge en chef.....	1 ^{er} juillet 1954 ¹
L'hon. ROBERT TASCHEREAU.....	9 février 1940
L'hon. CHARLES H. LOCKE.....	3 juin 1947
L'hon. JOHN R. CARTWRIGHT.....	23 déc. 1949
L'hon. J.-H. GÉRALD FAUTEUX.....	23 déc. 1949
L'hon. DOUGLAS CHARLES ABBOTT.....	1 ^{er} juillet 1954
L'hon. RONALD MARTLAND.....	15 janv. 1958
L'hon. WILFRED JUDSON.....	5 février 1958
L'hon. ROLAND A. RITCHIE.....	5 mai 1959

¹ Nommé juge de la Cour suprême le 20 juillet 1935.